

L'ANNÉE 1989 AURA ÉTÉ CELLE DE L'EUPHORIE RÉVOLUTIONNAIRE EN EUROPE DE L'EST. LES LENDEMAINS DE révolution sont rarement faciles, et c'est particulièrement le cas pour la plupart des pays de l'Est. Même la démocratie, qui constituait l'enjeu le plus précieux des mouvements sociaux de chacun de ces pays, demeure fragile, et son avenir est loin d'être partout assuré.

Dans une entrevue donnée au Canada en 1989, le professeur Bronislaw Geremek, l'homme politique polonais chef du groupe parlementaire issu de Solidarité, faisait très justement observer que si auparavant, plusieurs pays étaient déjà passés de la dictature à la démocratie, aucun n'avait encore jamais expérimenté un passage simultané de la dictature à la démocratie et d'une économie centralement planifiée à une économie de marché. Les problèmes, risques et défis sont donc d'une ampleur et d'un ordre nouveaux.

Presque partout en Europe de l'Est, le ressac créé par la vague révolutionnaire a été tel que les partis communistes ont emporté dans leur chute non seulement le modèle politique et économique du socialisme stalinien, mais aussi toute idée de socialisme démocratique, ou même de social-démocratie. La privatisation au maximum et le règne complet des lois du marché sont devenus des mots d'ordre impératifs. Chez la grande majorité des intellectuels d'Europe de l'Est, qui dans la plupart des cas sont d'anciens communistes, on peut même parler d'un nouveau dogmatisme (qui a remplacé l'ancien) à l'égard du libéralisme économique le plus absolu, qui est considéré comme une panacée pour tous les problèmes.

Tous les tenants de ce libéralisme radical savent très bien que l'application intégrale des lois du marché et l'intégration rapide des économies de l'Est au marché mondial ne peuvent qu'aggraver à court terme leur situation en suscitant une inflation galopante, en entraînant la fermeture de centaines d'usines (peu habituées à la compétition et incapables de le devenir rapidement), en créant un chômage massif et des inégalités sociales considérables. Ils considèrent que c'est là un prix inévitable à payer, qu'il n'y a pas d'autre choix et que les choses iront nécessairement mieux, très rapidement.

VOYONS DE FAÇON GÉNÉRALE ET SCHÉMATIQUE COMMENT LA SITUATION SE présente dans les quatre pays de l'Est que nous avons visités, outre la République démocratique allemande (RDA) en avril et mai 1990, en commençant par la Pologne, car c'est là que la présence d'un gouvernement non communiste, qui date de septembre dernier, est la plus ancienne. C'est là aussi qu'on a appliqué le plus rapidement et le plus radicalement la loi du marché, de telle sorte que des résultats assez nets apparaissent déjà et que commencent à émerger différentes conséquences politiques possibles.

Selon les statistiques officielles du gouvernement polonais, le niveau de vie de la famille polonaise moyenne a baissé de 40 p.100 en cinq mois, soit de septembre 1989 à mars 1990.¹ Le chiffre est très impressionnant, surtout si l'on tient compte du fait que le niveau de vie en Pologne avait déjà chuté considérablement depuis le début de la décennie. La détérioration dramatique récente s'est surtout fait sentir à partir de janvier 1990, par suite d'une libéralisation de presque tous les prix qui a porté ce mois-là, le taux d'inflation à plus de 1000 p.100, ramené sur une base annuelle.

Au début de l'été, il y avait environ 350 000 chômeurs, ce qui est relativement peu dans un pays de 37 millions d'habitants. Cependant, si le chiffre est encore peu élevé, c'est qu'une grande partie du chômage a été absorbé collectivement. Voici de quoi il s'agit. La thérapie de choc appliquée à l'économie polonaise à partir de janvier a entraîné une sévère ré-

cession qui a conduit de très nombreuses entreprises à réduire leur production de 25 à 50 p.100. Plutôt que de voir ces entreprises effectuer des mises à pied considérables, les ouvriers ont accepté que les heures de travail de tous soient réduites. Il est évident que cette situation ne peut durer très longtemps et qu'une restructuration véritable des entreprises devra intervenir. La plupart des économistes polonais s'attendent à une importante vague de chômage dans la seconde moitié de 1990.

DANS CES CONDITIONS, IL EST ABSOLUMENT REMARQUABLE QUE, MALGRÉ CELA, LE GOUVERNEMENT MAZOWIECKI ait pu jusqu'ici conserver une cote de popularité impressionnante. Elle tient à la légitimité tout à fait exceptionnelle dont il bénéficie. Sa légitimité est telle que le parti ayant succédé au parti communiste n'a pas osé encore rompre ouvertement avec ce dernier et que les ministres communistes demeurent encore au gouvernement. Malgré cela, cependant, la colère gronde de plus en plus dans la population. Le gouvernement a promis au début de janvier une amélioration de la situation économique au cours des six mois suivants. Ce délai touche à sa fin, et ce n'est pas à une amélioration mais à une aggravation qu'il y a plutôt lieu de s'attendre.

Depuis quelques mois, Lech Walesa a de plus en plus de mal à contenir le mécontentement de ses troupes et à étouffer les nombreuses grèves qui surgissent à l'échelle locale. Cette situation difficilement tenable et ses ambitions personnelles expliquent la guerre larvée qu'il a commencé à livrer au gouvernement formé par ses propres conseillers et pratiquement nommé par lui.

LE RÊVE ET LA RÉALITÉ

*Certains pays de l'Est sont mieux équipés
que d'autres pour relever les défis de taille
qui se présentent.*

PAR JACQUES LÉVESQUE